

Belfort, bastion industriel en pleine renaissance

BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

Arabelle Solutions, GE Vernova et Alstom, sous trois installés sur le site historique du constructeur de trains, investissent et recrutent dans tous les métiers.

Monique Clemens
—Correspondante à Besançon

A Belfort, le Lion de Bartholdi – la sculpture qui commémore la résistance de la ville durant la guerre de 1870 – rugit de nouveau. Alors que la filière automobile régionale, concentrée autour de Montbéliard (Doubs), à 20 kilomètres de là, a perdu 7.600 emplois en dix ans, les grands donneurs d'ordre de la préfecture du Territoire de Belfort, bastion de l'industrie depuis plus d'un siècle, annoncent des investissements et des plans de recrutement depuis elle n'en avait plus vu depuis longtemps. Une « renaissance », selon la formule du directeur général d'Alstom, Henri Poupard-Lafarge, devant le ministre délégué à l'Industrie, Sébastien Martin, invité fin janvier à visiter l'usine de motrices TGV.

Dans le creux de la vague il y a une décennie, les usines belfortaines retrouvent des couleurs : les caméts de commandes d'Alstom, d'Arabelle Solutions et de GE Vernova sont de nouveau pleins. Damien Meslot, le maire LR de la ville (45.000 habitants) et président de la communauté d'agglomération du Grand Belfort (plus de 100.000), est sur un nuage. « Belfort profite à plein de la relance nucléaire en France et du TGV. On a connu des moments difficiles, des plans sociaux, mais on a tenu bon, on a continué à investir, et là on voit poindre le soleil. »

Réinternalisation
Alstom, dont l'effectif est remonté à 700 personnes dans son usine historique, prévoit 200 recrutements cette année : des soudeurs chaudronniers, des monteuses, des câbleurs et des

ingénieurs. Le constructeur ferroviaire investit 30 millions d'euros dans son centre d'excellence mondial pour les locomotives et motrices grande vitesse, notamment dans un nouveau bâtiment de 240 mètres de long qui sera livré à l'automne et pourra accueillir une rame Avelia Horizon, la dernière génération de trains à deux niveaux pouvant circuler à plus de 300 km/h. « Nous avons 380 motrices en commande et nous serons bientôt à plus de 60 motrices par an. C'est du jamais-vu ; nous étions plutôt autour de 40 », indique David Journet, le directeur de l'usine.

Sur le même site, Arabelle Solutions, la filiale d'EDF issue du rachat de l'ex-branche nucléaire d'Alstom à GE, qui emploie 1.400 personnes à la fabrication de rotors et corps de turbines, va investir 350 millions dans son parc machine et dans une nouvelle usine, et aura besoin de 600 personnes de plus d'ici à 2029.

« Nous allons recruter dans les métiers de la turbine et des alternateurs, mais aussi dans la gestion de projet et les fonctions support, nous allons former et accueillir », détaille Catherine Cornand, la présidente d'Arabelle Solutions, confirmant la réinternalisation de trois activités à Belfort : la fabrication des barres et le bobinage des rotors d'alternateur, et la fabrication des deux derniers étages des grandes ailettes.

Chez Alstom et Arabelle, on promet de faire travailler les entreprises du territoire.

Quant aux deux entités de GE Vernova voisines, elles affichent la même insolente santé : GE Power Conversion (300 emplois à Belfort) a vu son carnet de commandes exploser en 2025, recrute en continu et envisage de pousser les murs ; et GE EPF (1.400 salariés) fabrique des turbines 60 Hz pour l'usine américaine de Greenville, qui croule sous les commandes liées aux data centers et à l'IA. « Le problème, c'est que toute la R&D sur

les turbines 50 Hz a été mise de côté alors que nous attendons de gros marchés en Allemagne pour 2031 », nuance Christophe Carignano, délégué CFE-CGC de l'usine. « Il y a ici les fondamentaux : une culture industrielle et un alignement de tout un écosystème qui a permis de garder les savoir-faire, analyse Sébastien Martin. Le principal problème, c'est de savoir où construire et comment recruter. »

Pour les recrutements, Alstom, Arabelle et GE actionnent tous les leviers : job dating, alternance, partenariats avec France Travail, avec l'UTBM (l'école d'ingénieurs voisine), reconversion d'anciens salariés de la filière automobile... Et pour les constructions et extensions, les élus locaux sont à la manœuvre. Le Grand Belfort a cédé à Alstom le terrain du futur bâtiment de 240 mètres de long pour un euro symbolique, et des discussions sont en cours avec Arabelle pour la cession d'un ensemble foncier où sera construite la nouvelle usine de 20.000 m² qui doublera la capacité de production. Le choix du site sera validé fin mars.

« Tenir jusque-là »
Les premières PME et ETI locales à bénéficier de cette embellie seront les entreprises de terrassement, de BTP et d'installations industrielles. « Le seul chantier du renouvellement des machines va générer pas mal d'emplois dans les mois qui viennent », estime Jean-Luc Habermacher, chargé de l'industrie et des filières à la CCI du département.

Les sous-traitants industriels, eux, sont dans les starting-blocks. « On arrive à la fin d'un cycle et on voit de belles annonces, mais on ne voit pas encore les commandes arriver », tempère François Cortinovi, le président de l'ETI M-Plus, spécialisée dans les pièces et sous-ensembles en superalliage. Ces dernières années, pour moins d'années de GE, son entreprise s'était diversifiée dans l'aéronautique. Pour lui aussi, « le facteur clé, maintenant, c'est d'arriver à recruter et former ».

Christian Monnier, de son côté, commence à répondre à des appels d'offres. « Mais les commandes sont pour 2027, il faut tenir jusque-là », précise le président de MGR, une



Arabelle Solution, qui va investir 350 millions dans son parc machine et dans une nouvelle usine, aura besoin de 600 personnes de plus d'ici à 2029. Photo Sébastien Bozon / AFP

PME de 46 salariés certifiée pour le secteur exigeant du nucléaire, qui pèse désormais 50 % de ses 5 millions d'euros de chiffre d'affaires. La société fournit des pièces d'alternateur, des supports de pompe et de l'outillage pour Arabelle Solutions, Framatome et GE Vernova.

Chez Alstom et Arabelle, on promet de faire travailler les entreprises du territoire. Le constructeur ferroviaire revendique 330 emplois induits chez les sous-traitants locaux, et Arabelle Solutions indique, sans plus de précisions, « collaborer avec près d'un tiers des fournisseurs référencés au niveau régional ».

Sur ce point, Louis Deroin, l'ancien président de la CPME Nord Franche-Comté (qui vient de passer la main), reste prudent. « Ceux qui sont dans le panel en tireront profit, mais le vrai sujet est de permettre à des PME d'entrer dans les filières de sous-traitance. Or les acheteurs d'Alstom, de GE ou d'Arabelle sont souvent loin et achètent au moins cher... » ■

Production électrique : Neext s'apprête à monter en puissance

Fondée pour retenir d'anciens ingénieurs de General Electric à Belfort, la société a levé 1,8 million d'euros fin 2025. Trois groupes industriels sont entrés à son capital pour accélérer le développement de sa technologie de « fluides réactifs ».

Lancée comme un défi à la fuite des ingénieurs de Belfort (Territoire de Belfort) en 2022, après la cure d'amaigrissement des effectifs locaux de General Electric (GE), Neext se rapproche doucement mais sûrement de l'étape industrielle. Fin 2025, la société a annoncé avoir levé 1,8 million d'euros pour financer l'industrialisation de sa technologie brevetée, dite de « fluides réactifs », selon un accord mondial conclu avec la SATT (société d'accélération du transfert de technologie) Sayens.

Une innovation développée par le laboratoire Réactions et génie des procédés (LRGP – CNRS) à l'université de Lorraine, à Nancy, qui promet d'optimiser de 20 à 30 % le rendement de la production électrique en intervenant sur le cycle de vapeur de la turbine.

« Une solution de repli géniale »

Intéressés par la technologie, trois groupes industriels français reconnus dans le domaine de l'énergie entrent au capital : le concepteur de solutions industrielles innovantes Fives, le spécialiste des infrastructures pour la transition énergétique Vulcain Engineering et la filiale du groupe Dehon spécialisée dans la chimie appliquée, Inventec Performance Chemicals. « Ces parten-

naires constituent une sorte de task force, c'est une solution de repli géniale qui apporte conseil et compétences. C'est beaucoup mieux qu'un fonds d'investissement », se réjouit Jean Maillard, ingénieur Arts et métiers, cofondateur et président de Neext.

La SATT Sayens a participé au tour de table, ainsi que le fonds citoyen NeextInvest, dont une cinquantaine des 122 investisseurs d'une première levée de fonds de 422.000 euros, en 2023, a souhaité réinvestir. Avec le renfort de Neext Invest, les fondateurs de la jeune pousse détiennent toujours plus de 51 % du capital. La levée de fonds va permettre de débloquer le versement d'une première enveloppe équivalente (1,8 million d'euros) de France 2030, au titre d'un projet R&D, baptisé « Sparta », en collaboration avec Arabelle Solutions.

La filiale d'EDF est située à quelques centaines de mètres des bureaux de Neext, dans l'ancien centre technologique de GE, et vient de doubler sa surface de bureaux. La société emploie désormais quinze personnes, parmi lesquelles d'anciens cadres dirigeants de GE et trois doctorants, et vise dix recrutements en 2026.

Dans l'immédiat, les financeurs sont destinés à construire au plus vite un banc de test des fluides, ce qui constituera la première étape de l'industrialisation. Neext a aussi une activité dans la modélisation de l'énergie et assure des prestations d'ingénierie d'intégration qui lui ont apporté 160.000 euros de chiffre d'affaires en 2025. Elle vient notamment de livrer son premier projet dans les SMR (petits réacteurs nucléaires) à Blykkala, un acteur suédois.

— M. CL.

Une ancienne enclave alsacienne devenue une place forte de l'énergie et du ferroviaire

Entre Vosges et Jura, la ville fortifiée par Vauban doit son statut industriel à sa résistance à l'ennemi prussien pendant la guerre de 1870.

« En Bourgogne-Franche-Comté, nous n'avons pas de centrale nucléaire. Mais s'il n'y a pas de centrale nucléaire, il n'y a pas de centrale nucléaire », a souligné le maire Sébastien Martin, le ministre délégué à l'Industrie, lors de sa visite de l'usine Arabelle Solutions de Belfort (Territoire de Belfort) au côté du ministre de l'Economie, Roland Lescure. C'est ici, en effet, dans le plus petit département de France, avec ses 600 km² et 140.000 habitants, qu'ont été conçues et assemblées la totalité des turbines vapeur équipant les réacteurs du parc nucléaire français entre les années 1970 et 1990.

L'histoire industrielle de la ville démarre en 1879, avec l'arrivée de la SACM, la Société alsacienne de constructions mécaniques – qui deviendra Alstom, puis GEC-Alstom et finalement Alstom – dans cette ancienne enclave alsacienne arrachée à l'Allemagne pendant la guerre de 1870. Sculpté par Auguste Bartholdi et couché au pied de la citadelle de Vauban, l'imposant Lion de Belfort, avec ses 22 mètres de long et 11 mètres de haut, symbolise cette résistance des Belfortains à l'assaut prussien.

Basée à Mulhouse, la SACM ouvre alors une succursale pour contourner les droits de douane et accéder au marché français. « Très vite, le site s'est spécialisé dans les locomotives, qui battent des records du monde de vitesse, et, parallèlement, développe des machines à produire de l'électricité », raconte l'historien Pierre Lamard, professeur à

l'université de technologie de Belfort-Montbéliard (UTBM).

L'héritage de Chevènement
En 1884, la « succursale » emploie 760 personnes. En 1928, l'effectif atteint 6.900 personnes et, en 1975, Alstom compte 9.000 salariés dans la ville fortifiée. Les savoir-faire industriels locaux attirent d'autres entreprises, comme General Electric, qui rachètera ses activités dans l'énergie en 1999 puis en 2015, ainsi que de nombreux sous-traitants.

Entre-temps, en 1960, était arrivé Bull. L'entreprise informatique avait repris le site de l'ancienne fabrique de fil de la société mulhousienne DMC, venue elle aussi en 1880 pour contourner les droits de douane. A Belfort, Bull a compté jusqu'à 2.600 salariés et fabriqué jusqu'à 1.000 imprimantes par jour, avant de fermer brutalement ses portes en 1992.

Parmi les salariés, l'ancien responsable CGT Jackie Drouet, qui remplacera le maire de Belfort, un certain Jean-Pierre Chevènement, lorsqu'il fut nommé ministre de l'Intérieur en 1997. Dans les années « bulles », s'illustra aussi Christian Proust, président du département de 1982 à 2004 et compagnon de route de Chevènement, avec lequel il fonda la Sempat (devenue Tandem), une SEM d'immobilier d'entreprise devenue stratégique dans l'aménagement industriel de la ville.

Homme fort de Belfort, Chevènement y a laissé son empreinte : les Belfortains lui doivent notamment la création de l'UTBM, qui forme les ingénieurs dont les entreprises ont besoin, et l'arrivée du TGV Rhin-Rhône pour désenclaver ce petit territoire occupant une trouée entre Vosges et Jura.

— M. CL.